

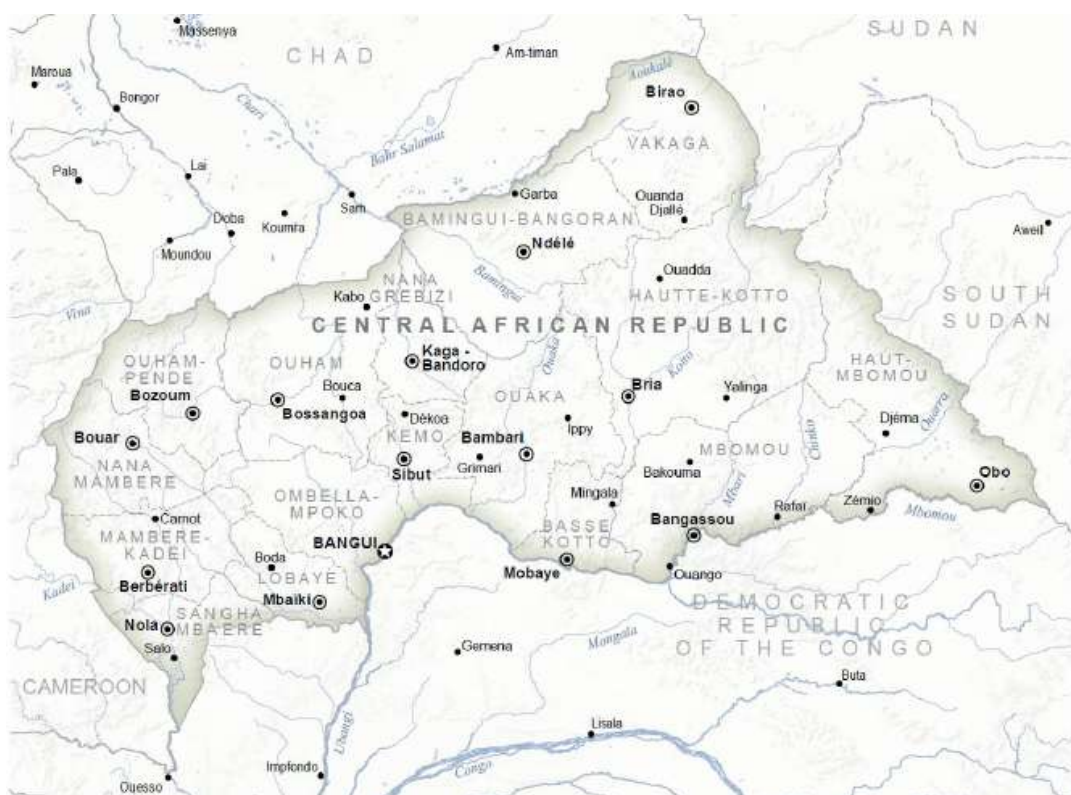


ShelterCluster.org

Coordinating Humanitarian Shelter

REVUE DES DONNEES SECONDAIRES
REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (RCA)

AVRIL 2012



République Centrafricaine, carte de référence, OCHA

CONTEXTE GENERAL DU CLUSTER ABRI D'URGENCE EN RCA

En Novembre 2011, le Coordonnateur Humanitaire a demandé officiellement à l'UNHCR d'assumer la gestion du cluster¹ abri; L'UNHCR a répondu positivement à cette requête en le transformant en cluster d'abri d'urgence pour la RCA et recadrant l'attention du cluster sur les besoins en termes d'abris des populations déplacées. Le renouvellement du cluster a été positivement accueilli par la communauté humanitaire.

Trois profils principaux de bénéficiaires ont retenu l'attention du cluster Abri d'urgence: les Populations Déplacées Internes (PDI) en RCA, les populations retournées dans leurs villages d'origine depuis leurs sites de déplacement en RCA, et les populations retournées dans leurs villages d'origine depuis les pays voisins (principalement Cameroun et Tchad). Une des priorités pour le cluster d'abri d'urgence en RCA est ainsi d'identifier et mettre en valeur les liens entre les dynamiques des mouvements de population et les besoins des populations déplacées et/ou retournées en termes d'abris et de biens non alimentaires.

Malgré les besoins évidents en termes d'abris (et de biens non alimentaires) pour les populations déplacées et/ou retournées, une stratégie de réponse sectorielle n'est à ce jour pas incorporée dans le CAP 2012 de la RCA. L'activation du cluster et la participation de ses membres devraient fournir les éléments nécessaires pour l'inclusion d'une telle stratégie lors de la révision du CAP. Enfin, le cluster Abri d'urgence aura également la possibilité de contribuer concrètement à la réalisation du plan de contingence 2012 pour la RCA.

Population	4.505.900 (PNUD 2010)
Taux de Croissance	1,8% (PNUD 2010)
Mortalité infantile	112 p/1000
Mortalité infantile de moins de 5 ans	173 p/1000 naissances
Mortalité Maternelle	980 (PNUD 2010)
Esperance de vie à la naissance	47,7 ans (PNUD 2010)
Prévalence de sous alimentation	41% (PNUD 2010)
PIB par habitant en 2008	458 (PNUD 2010)
Pourcentage de la population vivant avec moins de 1,25 USD par jour	62,4% (PNUD 2010)
Pourcentage de la population sans accès à des services améliorés en eau/assainissement en 2008	33% / 66% (PNUD 2010)
Taux d'Alphabétisation des adultes	54,6% (PNUD 2010)
Ratio élèves/enseignants dans l'enseignement primaire	100,2 (PNUD 2010)
Déplacés internes actuels (Janvier 2012)	94386 personnes
Classement sur l'index de vulnérabilités et de crise de DG ECHO	3/3 (le rang le plus élevé)
Classement sur l'index de Développement Humain 2011	179 sur 187 (IDH=0,343)

Tableau 1 : indicateurs clés RCA

¹ Depuis 2008, le cluster Abri à été géré par UNICEF avec une attention particulier envers les biens non alimentaires (NFI).

BESOINS D'INFORMATIONS PRIORITAIRES

A fin de compléter sa propre stratégie d'intervention humanitaire, le cluster Abri d'urgence nécessite d'avoir accès aux informations clés suivantes à propos de la RCA :

- Nature et historique de la crise humanitaire
- Zones géographiques de la RCA concernées
- Groupes de populations touchés et leur localisation géographique
- Détails des mouvements de population (déplacés/retournés)
- Profils des communautés de déplacés/retournés et des bénéficiaires potentiels
- Caractéristiques des abris traditionnels et des abris d'urgence en RCA
- Matériaux disponibles sur place
- Besoins en termes de biens non alimentaires des ménages vulnérables
- Type d'assistance humanitaire reçue auparavant
- Type d'assistance humanitaire requise
- Capacité de réponse nationale et internationale aux besoins de la population en termes d'abris et de biens non alimentaire

A la suite de la revue des données secondaires disponibles, les déficits et besoins d'information suivants ont été ainsi identifiés :

- Besoin en termes de données complètes des communautés de déplacés du Nord et Nord Ouest
- Vérification de l'actualité des données 2011 sur les déplacés de la région du Nord-est
- Vérification de l'actualité et le degré de détail des informations sur les communautés de déplacés de la région du Sud-Est de la RCA
- Consolidation des modèles et des dynamiques de retour ainsi que l'identification de profils types des communautés de retournés.

RECOMMANDATIONS

Afin de collecter les informations utiles identifiées ci-dessus, la stratégie suivante est suggérée :

- La réalisation de missions inter agences d'évaluation rapides dans les zones accessibles et retenues comme prioritaires en RCA.
- Sur la base de cette revue des données secondaires, ainsi que des missions inter agences d'évaluation rapides, procéder à une évaluation inter agence du cluster détaillée sur les zones retenues comme prioritaires
- Analyse des données incluant la production de rapports sectoriels et la création d'une base de données à disposition du cluster et de ses membres.

LA CRISE HUMANITAIRE EN RCA

On peut distinguer plusieurs phases de déplacement en RCA depuis 2006 jusqu'à nos jours, avec des impacts différents en fonction des régions et les raisons des différents conflits (rebellions et/ou banditisme). Les déplacements récents, de 2009 à aujourd'hui, ont, quant à eux, une vocation à être plus étendus dans le temps à cause des conditions instables de sécurité dans les lieux d'origine des déplacés qui font obstacle encore aujourd'hui au retour de ceux-ci.

Entre 2005 et 2008, le conflit armé opposant les forces gouvernementales à plusieurs groupes armés rebelles dans le Nord de la République centrafricaine (RCA) a provoqué le déplacement interne de plus de 200 000 personnes. Suite à la signature des accords de paix de Libreville en 2007 et au démarrage d'un processus de réconciliation et d'inclusion politique, la situation sécuritaire dans le Nord du pays s'est brièvement améliorée. Lors de cette fenêtre de stabilité, le nombre de déplacés internes est descendu à environ 108 000 en fin d'année 2008. En dépit de ces progrès, la mise en œuvre des recommandations du Dialogue Politique Inclusif (DPI) de décembre 2008 a tardé, tandis que le processus de DDR (Démobilisation, Désarmement, Réintégration) a évolué très lentement créant *de facto* un enlèvement du processus de stabilisation du nord du pays.

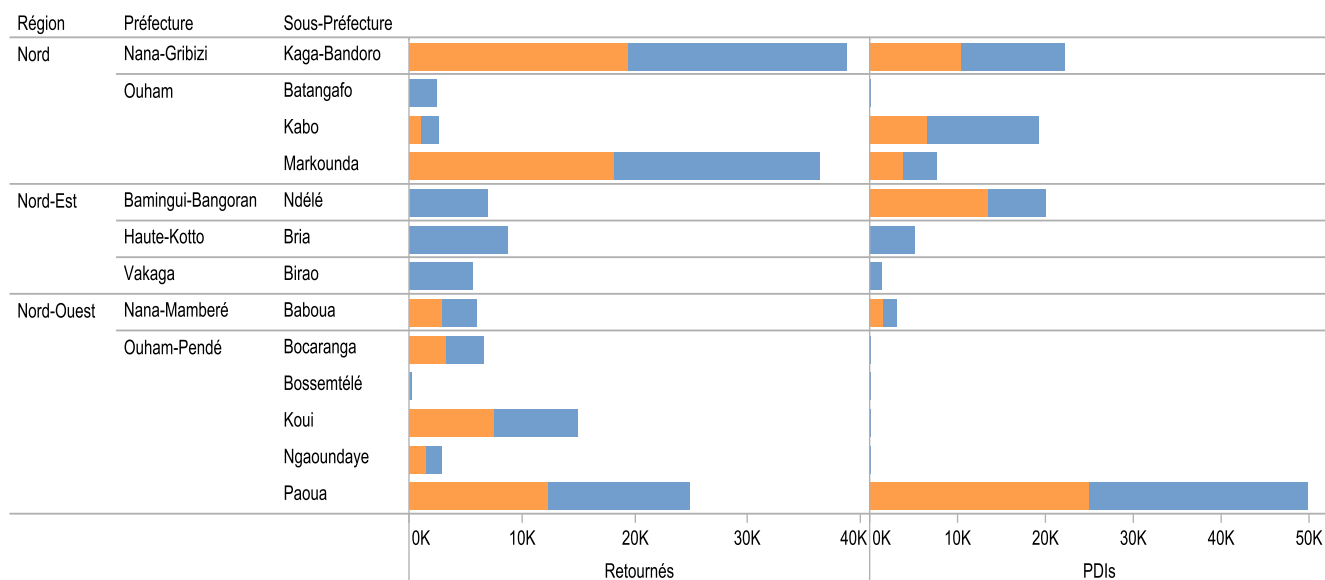
Région	Préfecture	Date					
		PDIs		Retournés		Refugiés	
		2011	2012	2011	2012	2011	2012
Nord	Nana-Gribizi	10 401	11 967	19 409	0	0	0
	Ouham	13 317	17 147	19 176	3 068	0	0
Nord-Est	Bamingui-Bangoran	14 382	7 328	104	6 880	0	0
	Haute-Kotto	8 106	5 208	0	8 736	0	0
	Vakaga	7 019	1 654	0	5 652	0	0
Nord-Ouest	Nana-Mamberé	1 507	1 507	3 000	3 000	0	0
	Ouham-Pendé	24 951	24 951	24 856	24 856	0	0
Sud	Ouaka	3 000	3 036	0	0	1 964	1 964
Sud-Est	Haut-Mbomou	13 881	13 073	0	0	5 359	5 361
	Mbomou	8 642	8 515	0	0	0	0
Sud-Ouest	Bangui	0	0	0	0	5 564	5 564
	Lobaye	0	0	0	0	6 978	6 978

PDIs, Retournés et Réfugiés détaillé(e) par Date Année par rapport au/à la Région et Préfecture

En 2009, des nouveaux affrontements ont repris dans le Nord du pays entre l'armée et différents groupes d'insurgés dissidents. Les nouvelles rebellions se sont de plus en plus appuyées sur des clivages ethniques ; les différents mouvements rebelles sont ainsi devenus identifiables par l'appartenance de leurs membres à une ethnie ou plutôt qu'un autre. De plus, au nord du pays, les différents groupes rebelles ont connu un éclatement en groupes incontrôlés plus proches du banditisme mais tout aussi dangereux pour les populations locales.

A cela se sont ajoutées les attaques contre les civils perpétrées par la Lord's Resistance Army (LRA) dans l'Est et Sud-Est du pays, pendant le deuxième semestre de 2010, qui ont provoqué une nouvelle vague de déplacements importante. En novembre 2010, le nombre de personnes déplacées internes en RCA (PDI) était estimé à plus de 192 000 personnes.

Déplacés en RCA - Oct.2011 Jan. 2012



Somme de Retournés et somme de PDIs pour chaque Sous-Préfecture détaillé(e) par Région et Préfecture. La couleur affiche des détails associés au/à la Date Année. Les détails affichés sont associé au/à la Sous-Préfecture. Les données sont filtrées sur minimum de Retournés, qui est compris entre 1 et 19 409

Année de Date

- 2012
- 2011

Les élections présidentielles et législatives centrafricaines se sont déroulées début 2011 dans le calme malgré des incertitudes relatives à leur préparation. Le président sortant Bozizé a été réélu et son parti a conquis une large majorité à l'Assemblée Nationale. Malgré cela, en 2011 la situation sécuritaire s'est quelque peu fragmentée avec certaines régions de la RCA encore touchées par des affrontements entre groupes armés ou intercommunautaires (communautés hôtes contre communautés nomades) alors que d'autres régions ont connu une amélioration permettant le retour des déplacés dans leurs villages d'origines, particulièrement dans le Nord Ouest du pays.

Les affrontements entre rebelles et population semi-nomades provenant du Tchad au Nord / Nord - Ouest de la RCA a provoqué de nouveaux déplacements de populations vers la ville de Kabo. Dans le nord (préfecture de Bamingui-Bangoran) et nord-est (préfecture de Vakaga), la situation déjà détériorée en 2010, a empiré début 2011 avec des regroupements entre mouvements armés antagonistes du gouvernement et conflit interethnique. Dans la Vakaga, la porosité des frontières avec le Tchad et le Soudan facilite les épisodes de banditisme qui s'additionnent aux conflits internes opposant les différents groupes rebelles au Gouvernement. Les conflits entre les populations Rounga et Goula, liées à deux groupes rebelles différents et des représailles violentes contre les populations civiles de l'ethnie « adverse » ont été la cause principale de déplacements dans la région en 2011. Actuellement, des tentatives de médiation entre communautés Rounga et Goula sont en cours afin d'apaiser les tensions.

Dans le Sud-est du pays, la présence de la LRA reste une menace même si les attaques se sont faites moins fréquentes qu'en 2009 et 2010. La LRA a tout de même rejoint le centre du pays, Bria, en mars 2011, soit bien au delà du rayon de ses précédentes attaques. Le nombre de personnes déplacées et réfugiées dans la zone du Sud-Est est resté stable même si aucun mouvement de retour n'est à ce stade envisageable.

L'Ouham-Pendé et la partie ouest de l'Ouham (nord-ouest RCA) font partie de ces zones de la RCA qui ont vécu une amélioration sensible des conditions sécuritaires depuis fin 2008. Le retour spontané de déplacés dans leurs villages d'origine s'est amorcé, même si les tensions liées aux transhumances des communautés nomades peuvent encore donner lieu à des affrontements meurtriers comme en mai 2011.

En janvier 2012, on recensait 94 386 personnes déplacées en RCA.

REVUE DES DONNEES DISPONIBLES

MOUVEMENTS DE POPULATION

Les mouvements de population en RCA sont une conséquence directe des conflits armés entre Gouvernement et forces rebelles, ainsi que des actes violents liés au banditisme.

Pour une grande partie des ménages déplacés, le retour dans leurs villages d'origine n'est pas encore une option viable. Les obstacles majeurs sont en effet principalement liés à l'insécurité mais aussi au manque d'accès aux services de base dans les lieux d'origines ainsi qu'au manque de moyens économiques pour reconstruire leurs habitations et reprendre leurs activités économiques.

Les conditions de vie des populations déplacées en RCA sont différentes par rapport à celles des pays voisins (IDMC 2010). La plupart se situe auprès des zones rurales, et de leurs petits centres urbains, après avoir vécu pendant de longues périodes dans la brousse. De plus ces populations dépendent en premier lieu du soutien de la communauté hôte et de l'assistance humanitaire lorsque l'accès le permet. Une partie significative des populations déplacées vit encore dans la brousse et a très difficilement accès à l'aide humanitaire.

En outre, s'agissant des déplacés en brousse, peu d'informations sont disponibles et le suivi de leurs conditions de vie, sécurité et protection reste problématique (UNHCR, 2010). L'absence de données sur le nombre et la composition des ménages déplacés en brousse est un facteur limitant majeur pour leur apporter de l'aide.

En termes de Déplacés, parmi les régions du Nord, les zones concernées sont les préfectures de Nana-Gbirizi, Ouham, Bamingui-Bangoran et Ouham-Pendé (particulièrement la sous-préfecture de Paoua).

En 2011 les dynamiques liées aux retournés ont concerné principalement la préfecture Nana-Gbirizi, Ouham et Ouham-Pendé. Il est intéressant de remarquer que, come au Nord Est, on note une amorce de retour dans les trois préfectures.

PROFIL PAR REGION

Région	Nord-Ouest
Préfecture(s)	Nana-Mamberé, Ouham-Pendé
Type(s) de déplacement	PDIs, Retournés
Origine	Déplacements majeurs suite aux rebellions 2006,2007 Déplacements en 2008, 2009
Causes	Conflit Gouv. / rebellions Banditisme Insécurité/peur de représailles, maisons villages brûlés
Installation sur lieu de déplacement	Déplacements en zone urbaine auprès de familles d'accueil dans les villes de Bozoum, Bocaranga and Paoua de 2005 à 2009 Déplacements en brousse, loin des axes routiers pour peur de représailles
Durée du déplacement	Données non disponibles
Retour et obstacle au retour	Dynamique de retour amorcée suite à la stabilisation de la région et au lancement de programmes de DRR sauf pour la population de Nana-Bary, commune de Paoua, en raison de l'insécurité

	Contrainte : accès aux services de base insuffisant
Zone(s) Prioritaire(s)	Koui et Paoua
Source(s)	ICG 2010, IDMC 2010, OCHA 2011

Région	Nord
Préfecture(s)	Oudham, Nana-Gbirizi
Type(s) de déplacement	PDIs, Retournés
Origine	Déplacements majeurs suite aux rebellions 2006,2007 Déplacements mineurs récurrents entre 2008 et 2010
Causes	Conflit entre le Gouvernement et les rebellions Insécurité/peur de représailles, maisons villages brûlés Banditisme Conflit entre communautés locales et populations nomades en saison sèche
Installation sur lieu de déplacement	Données non disponibles
Durée du déplacement	Données non disponibles
Retour et obstacle au retour	Mouvement de retour réduit du à l'insécurité Contrainte : accès aux services de base minimum
Zone(s) Prioritaire(s)	Kabo et Markounda
Source(s)	ICG 2010, IDMC 2010, OCHA 2011

Région	Nord-Est
Préfecture(s)	Bamingui-Bamoran, Haute-Kotto, Vakanga
Type(s) de déplacement	PDIs, Retournés
Origine	Premiers déplacements 2006-2007 Déplacements Majeurs 2010 Déplacements Majeurs début 2011
Causes	Conflit Gouvernement / rebellions Insécurité/peur de représailles, Expulsions forcées, maisons villages brûlés
Installation sur lieu de déplacement	+50% auprès de familles d'accueil Choix du site: l'assurance de la sécurité, regroupement familial, la présence d'aide humanitaire et accès aux services de base. La majorité des déplacés sont parties loin de leur localité d'origine. Près de 33% passent toute une journée de marche pour atteindre leur lieu de résidence habituelle et moins de 8 % à faire 1 heure de marche
Durée du déplacement	50,3% d'au moins un an 34% d'un an 11,5% de 2 ans ou plus
Retour et obstacle au retour	Majorité contraire à un retour Contrainte(s) : poursuite actuelle du conflit/insécurité, la peur de renouvellement du conflit, l'insécurité alimentaire et faible accès aux services de bases
Zone(s) Prioritaire(s)	Bamingui-Bamoran et Haute Kotto
Source(s)	ICG 2010, IDMC 2010, JIPS 2011, OCHA 2011

Région	Sud-est
Préfecture(s)	Haut-Mbomou, Mbomou
Type(s) de déplacement	PDIs, Réfugiés
Origine	Février/Mars 2008 première vague de PDIs Juillet/Août 2009 arrivée de réfugiés de RDC Avril/Juin 2010 nouvelle vague de PDIs
Causes	Attaque LRA Insécurité/peur de représailles, maisons villages brûlés
Installation sur lieu de déplacement	Rayon de 5 Km des grands centres urbains Camps de déplacés sous assistance humanitaire
Durée du déplacement	Données non disponibles
Retour et obstacle au retour	Insécurité du à la présence de LRA
Zone(s) Prioritaire(s)	Données non disponibles
Source(s)	ICG 2010, IDMC 2010, OCHA 2011

PROFIL DU SECTEUR ABRI

IMPACT DU CONFLICT SUR LE SECTEUR ABRI

Dès la première crise liée aux conflits et aux première vague de déplacés, en 2006/2007, l'assistance en termes d'abris a été immédiatement signalée comme prioritaire par la communauté humanitaire (IDMC 2007), du fait du nombre important de villages et habitations pillés et brûlés et du nombre de déplacés démunis de toute ressource quittant leurs villages d'origine.

Les populations déplacées touchées par les conflits ont subi pour la plupart le pillage de leurs biens, de leurs réserves alimentaires ainsi que la mise à feu systématique de leurs habitations et villages. Les populations déplacées ont donc du fuir les lieux des violences ne pouvant emporter avec elles que très peu de biens et de ressources. La distance entre les lieux de déplacement et le village d'origine est moyennement importante, allant fréquemment jusqu'à une demi-journée ou une journée entière de marche.

Pour les nouveaux déplacés, l'assistance immédiate en termes d'abris temporaires apparaît nécessaire, particulièrement pour les groupes plus vulnérables de la communauté et surtout lorsque le déplacement se fait en proximité de la saison des pluies (Need Analysis Framework 2008).

Les données collectées indiquent que la majeure partie des maisons abandonnées ont été endommagées avec en conséquence un problème d'abris en cas d'un éventuel retour des PDIs dans les villages d'origine.

Les populations déplacées qui se situent en familles d'hôtes partagent abris et parcelles qui offrent rarement la capacité suffisante pour abriter plusieurs familles selon les standards humanitaires. La majorité des abris des populations déplacées ne protège pas suffisamment des intempéries, du froid, des moustiques exposant ces mêmes familles déplacées à des risques sanitaires immédiats.

Lorsque les habitations ne sont pas entièrement brûlées ou détruites, des réparations aux murs porteurs ou la substitution de la toiture est suffisante pour réhabiliter l'habitation. Ceci est pertinent pour les centres urbains plus importants.

Un des défis majeurs pour l'assistance en termes d'abris est celle de réussir à assister les populations déplacées qui ont fui l'insécurité dans la brousse, loin des principaux axes routiers ou centres urbains.

Il est difficile de les recenser dans des délais brefs, et parfois ces ménages n'ont jamais été recensés du fait de l'inaccessibilité de leurs sites de déplacement. Ainsi, il est également difficile pour les agences et organisations humanitaires de les rejoindre ainsi que de les assister avec des abris temporaires ou en leur permettant l'accès aux matériaux de construction traditionnels. Il convient par ailleurs d'indiquer que l'aide reçue en termes d'abris temporaires a pu parfois les exposer à des attaques ultérieures, la distribution de tentes pouvant les rendre plus visibles et repérables par les troupes armées en conflit (IDMC 2007).

CONTEXTE ABRI EN RCA

L'habitation typique des centres urbains et périurbains est construite en adobe ou en briques fabriquées localement. Les structures érigées avec des murs en ciment sont moins fréquentes au vu du coût du ciment et autres matériaux. Les toitures sont pour la plupart construites avec une charpente en bois couverte de paille ou de tôle de fer selon la capacité économique du ménage. Ce type d'habitation est suffisamment solide pour garantir des standards minimums d'abri acceptables même si un entretien est indispensable après chaque saison des pluies. Une habitation de ce type, pour un ménage de 5 à 7 personnes, présente un coût moyen de 300,000 à 700,000 CAF (UNHCR) en fonction des matériaux utilisés et de la région de la RCA concernée. Les matériaux sont habituellement présents sur les marchés locaux.

Les techniques et standards de construction et des abris présentent peu de variation entre régions. Cependant, peu d'informations sur les conditions des abris des populations déplacées dans la brousse sont disponibles



Photo n.2 Un village brûlé sur l'axe Bozoum-Bouar

Source : ACTED



Photo n.1 Abri traditionnel

Source : UNHCR

DEFICIT D'INFORMATION

GENERAL

La quantité et qualité des données sur les déplacés, retournés et réfugiés n'est malheureusement pas uniforme. Certaines régions ou préfectures sont couvertes par des bases de données suffisamment complètes (par exemple Bamingui Bamoran grâce aux précédents exercices inter agence de « profiling » des déplacés) incluant lieux d'origines, intentions de retour, conditions socio-économiques, désagrégation par sexe et âge de la population, alors que d'autres n'ont que très peu d'informations complètes.

On peut donc parler de l'existence d'un déficit d'information par rapport aux déplacés et aux mouvements de population en RCA (IDMC 2010, OCHA 2011). Plus précisément, il serait utile d'avoir le nombre actuel de déplacés et de retournés par région / préfecture / sous-préfecture. Idéalement, il faudrait pouvoir recenser ces mêmes déplacés et retournés au niveau des localités. Ce processus est actuellement en cours sous la supervision de l'UNHCR en RCA et grâce à la coopération des autorités locales.

SECTEUR ABRI

En ce qui concerne le cluster Abri d'urgence, les principaux déficits d'information sont :

- a)** les profils et bases de données incomplets des communautés de déplacés du Nord et Nord Ouest avec des données liées à leur déplacement (date, origine, site de déplacement, communautés et familles hôtes, intentions et obstacles au retour), leurs conditions socio-économique (démographie, moyen de survie et ressources du ménage) et à l'aide humanitaire (accès et type d'aide humanitaire reçue, besoins non couverts en termes d'abris)
- b)** l'actualisation des données 2011 (JIPS, OCHA) sur les déplacés de la région du Nord-est par rapport au début de l'année 2012
- c)** L'actualisation et le degré de détail des informations sur les communautés de déplacés de la région du Sud-Est de la RCA.
- d)** la compréhension des modèles et des distributions des dynamiques de retour des régions Nord et Nord Ouest.

e) l'existence éventuelle et, si oui, l'individuation de profils types (démographique, socio-économique et besoins en assistance) des communautés de retournes auprès des sites de retour final des régions du Nord et Nord Ouest.

RECOMMANDATIONS POUR LA COLLECTE DES DONNEES MANQUANTES

LIMITES OPERATIONNELLES POUR LES REPONSES HUMANITAIRES

Plusieurs régions sont difficilement accessibles aux acteurs humanitaires :

- la région du Nord-est et certaines préfectures du Nord-Ouest de la RCA à cause de l'insécurité due aux milices rebelles et aux phénomènes de banditisme.
- la région du Sud-est de la RCA dans les zones où la LRA est opérationnelle

L'accès aux déplacés dans la brousse (Nord et Nord Ouest principalement) est également difficile à cause du manque de routes ou de leur mauvais état. La situation est aggravée pendant la saison des pluies.

Le coût des opérations en RCA est très élevé à cause des contraintes logistiques et de la nécessité d'importer dans le pays tout les biens nécessaires à l'aide humanitaire.

Les financements visant à couvrir les besoins humanitaires de la population sont insuffisants et comportent un classement par ordre de priorité des interventions. Le secteur abri à ce jour n'est que très peu représenté dans ces ordres de priorités des interventions humanitaires.

PROPOSITION DE PLAN D'ACTION POUR LA COLLECTE DES INFORMATIONS NECESSAIRES AU CLUSTER

Afin de pallier les déficits d'information tels que présentés ci-dessus, le cluster Abri d'urgence peut à court terme procéder aux mesures suivantes :

- 1) La réalisation de missions inter agence d'évaluations rapides dans les zones accessibles et retenues comme prioritaires en RCA. Ceci a été réalisé par le cluster Abri d'urgence fin mars 2012 à Paoua (Ouham) et Kaga Bandoro (Nana-Gbirizi)
- 2) Procéder à une revue des données secondaires pour compléter le cadre général d'intervention du cluster.
- 3) Sur la base des deux premières opérations, et pour en valider les conclusions, procéder à une évaluation inter agence du cluster détaillée sur les zones retenues comme prioritaires à travers une méthodologie et un système de collecte des données communs
- 4) Gestion et analyse des données récoltées, mise à disposition de ces dernières (rapports, cartes, web-map) aux acteurs humanitaire et leur intégration dans les documents humanitaire stratégique clefs comme CAP et Plan de Contingence pour la RCA.

CONCLUSIONS

Les mouvements de populations et les besoins en termes d'abris d'urgence et biens non alimentaires sont étroitement liés. Sans une complète maîtrise des premiers, il est difficile de répondre aux seconds rapidement et efficacement.

Une option à évaluer à moyen terme serait le développement d'un cadre national de suivi des mouvements de population. (OCHA 2011). A court terme, il est préférable que le cluster Abri d'urgence puisse collecter de façon systémique les informations manquantes sur les bénéficiaires dans les zones identifiées comme prioritaires.

Le secteur Abri et ses priorités ne sont pas inclus dans le CAP RCA 2012. Il est nécessaire que le secteur, et par conséquent le cluster, soient inclus et disposent d'une stratégie de réponse humanitaire propre dans la révision du CAP RCA 2012 et dans le CAP RCA 2013.

Les biens et les abris temporaires distribués aux déplacés ont une durée de vie limitée. Pour les populations déplacées vulnérables, des distributions ultérieures sont fréquemment planifiées pour les remplacer. Il est donc nécessaire d'avoir des informations suffisamment précises sur la localisation des déplacés, leurs compositions familiales, leurs conditions socio-économiques, leurs zones d'origine ainsi que l'assistance humanitaire déjà reçue.

Il est nécessaire de distinguer les besoins en termes d'abris pour les déplacés auprès des familles hôtes (ainsi que le degré de résilience de ces mêmes familles), de ceux des déplacés en brousse, et des déplacés prêts au retour ainsi que pour les populations déjà retournée dans leurs villages d'origine.

Les besoins en termes d'abris sont en RCA récurrents dus aux afflux soudains de réfugiés et des déplacements internes. L'absence de stocks de réserve, la logistique et les contraintes de capacité, ralentissent l'intervention humanitaire et accroissent la vulnérabilité des bénéficiaires. La communauté humanitaire doit pouvoir apporter une réponse rapide aux besoins de ce secteur (DG ECHO 2011).

Il est aussi à noter que l'incitation au retour des PDI dans leurs villages d'origine, par exemple grâce à un programme d'appui « abri », sans que la situation sécuritaire soit assurément stable, pourrait avoir des conséquences humanitaires négatives. (OCHA 2011)

REACH

REACH a été créée en 2010 suite à une initiative conjointe de deux ONGI (IMPACT and ACTED) et une Agence des Nations Unies (UNOSAT). Basé à Genève (Suisse), REACH vise à la fois une approche de plaidoyer global et permet des déploiements sur le terrain dans les pays touchés par des crises humanitaires.

L'objectif général de REACH est de promouvoir et faciliter le développement de produits d'information pouvant soutenir et améliorer les processus décisionnels de la communauté humanitaire.

L'objectif spécifique de REACH est d'accroître l'efficacité de l'aide, du point de vue de la planification et de la coordination des acteurs humanitaires dans les pays en crise ou à risque de crises humanitaires.

Depuis 2011 REACH a formalisé son partenariat avec le Cluster Abri Global (Global Shelter Cluster, GSC), financé par la Commission européenne pour l'Aide humanitaire & la Protection civile (DG ECHO), afin de renforcer ses capacités de planification et coordination. Des ressources REACH (ressources humaines spécialisées ainsi que ressources matérielles et financières) sont désormais à disposition pour être rapidement déployées sur le terrain suite aux requêtes du GSC. Dans ce cadre institutionnel, REACH est intervenu en Kirghizstan' (2010), Libye (2011) et aux Philippines (Janvier 2012).

Le partenariat de REACH et du CAG est dirigé par un comité directeur incluant les représentants d'ACTED, IFRC, IMPACT, UNHCR, UNOSAT et du Joint Research Center (JRC) de l'Union européenne.

ANNEXES

Annexe A – Carte des déplacements de Populations en RCA, situation au mois de Janvier 2012

Annexe B - Carte des déplacements de Populations au Nord et Nord Ouest de la RCA, situation au mois de Janvier 2012

Annexe C - Carte des déplacements de Populations au Nord Est de la RCA, situation au mois de Janvier 2012

Annexe D - Carte des déplacements de Populations au Sud Est de la RCA, situation au mois de Janvier 2012

Acronymes:

CAF : Franc centrafricain

CAG: Cluster Abri Global

CAP: Consolidate Appeal

DPI: Dialogue Politique Inclusif

LRA : Lord Resistance Army

NFI : Bien non alimentaires

PDIs : Populations Déplacées Internes

RCA : République Centrafricaine

Bibliographie Clé:

ACTED, Rapport d'évaluation besoins communautaires nord ouest, 2010

ACTED, Diagnostic participatif Bossangoa Compte Rendu, 2011

Amnesty International, CAR action needed to end decades of abuse, 2011

AA VV, Plan de Contingence Humanitaire Multi-Agence, 2011

AA VV, Mission d'évaluation multi agences Vakaga – Sikikede, 2011

AA VV, profilage des PDIs dans la préfecture de Bamingui Bangoran, 2011

Comité de Pilotage du DDR en RCA, Stratégie Nationale de Réintégration des ex-combattants des groupes politico-militaires signataires de l'accord de paix global à Libreville, 2011

DRC, Analyse socio-économique des besoins financiers des populations dans l'Ouham et l'Ouham Pendé, 2011

CHF, Annual Report 2010

DG ECHO, CAR Funding Decision, 2011

Gouvernement de la RCA, DSRP2 2011-2015: Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté, 2011

HCPT, Need Analysis Framework, 2008

ICG, Central African Republic Anatomy of a Phantom State, 2007

ICG, Central African Republic Untangling the Political Dialogue, 2008

ICG, De dangereuses petites pierres - les diamants en République centrafricaine, 2010

IDMC, "Internal displacement in Central African Republic: a protection crisis", 2007

IDMC, "New displacement due to ongoing conflict and banditry", 2010

OCHA, "Overview of Displacement in Central African Republic", October 2011

OCHA, CAP RCA, 2011

OCHA, CAP RCA, 2012

OCHA, Need analysis Bamingui Bangoran, 2011

Refugees International, « CAR: fragile gains » 2008

UN, National MDG report CAR, 2010

UNICEF, Situation of Women and Children in CAR, 2010

UNHCR, "Operations in CAR, Fact Sheet", February 2011

OCHA, « Analyse de la situation et des besoins humanitaires dans la sous préfecture de Ndele » 2011



This document has been produced with the financial assistance of the European Commission. The views expressed herein should not be taken, in any way, to reflect the official opinion of the European Commission.